



# Traiter avec la Corée du Nord et l'Iran : âmes fragiles s'abstenir !

## Approche pragmatique américaine contre paradigme multilatéraliste européen

Bertrand VIALA | Asia Nuclear Initiative (<http://asia-nuclear-initiative.org/>), Institut Thomas More.

**A** lors que les préparatifs d'un autre sommet sur la dénucléarisation entre le président des États-Unis Donald Trump et le chef de la Corée du Nord Kim Jong-un battaient leurs pleins dans le courant du mois de février, de plus en plus de signes ont indiqué que ni les stratégies de coercition, ni les stratégies de coopération ne semblent avoir eu d'effets sérieux sur les efforts de lutte contre la prolifération. Cela vaut pour les deux alliés *de facto* du nucléaire et du balistique, la Corée du Nord et l'Iran. Outre le fait que les deux pays ont une longue et riche histoire de coopération technique dans ces domaines, avec la Corée du Nord en tête, les deux pays sont confrontés à un ensemble d'initiatives, souvent divergentes, provenant des États-Unis et de l'Union européenne, mettant en œuvre une série d'alliances locales et régionales très complexes. Dans les deux cas, le soutien de base de la Chine, et parfois de la Russie, à l'Iran comme à la Corée du Nord joue un rôle important dans la portée des négociations.

Quoi qu'il en soit, aucune des stratégies revendiquées par l'UE, soucieuse de multilatéralisme, et des États-Unis, engagée plus souvent dans des opérations bilatérales et dans une rhétorique de confrontation, ne semble avoir encore abouti à des résultats significatifs. Dans les deux cas, les divergences entre l'UE et les États-Unis ont également ouvert la voie à la consolidation d'une convergence stratégique entre la Corée du Nord et l'Iran ainsi qu'avec leurs sponsors et alliés, régionaux et internationaux. Face à une telle opposition persistante, la position dure adoptée par les États-Unis, encouragée par les attentes du Sommet de Hanoï, et précédée de la rencontre historique à Singapour entre les deux chefs d'État en juin 2018, pourrait permettre d'obtenir des résultats tangibles à moyen et à long termes. Le sommet en cours et les pourparlers qui lui feront suite permettront de vérifier ces perspectives.

Un rapport récent des Nations unies, préparé par le comité des sanctions du Conseil de sécurité, mentionne une « tendance constante de la RPDC à disperser ses sites de montage, de stockage et de test » (cf. NICHOLS et BRUNNSTORM)



afin de dissimuler la poursuite de programmes balistiques nucléaires. Le rapport de l'ONU indique également que le régime nord-coréen a toujours défié activement les résolutions du Conseil de sécurité en « augmentant considérablement le nombre de transferts illégaux de pétrole et de charbon de navire à navire », citant même l'exemple d'un transfert de plus de 57 600 barils équivalent à plus de 5,7 millions de dollars. À cet égard, la politique américaine du bâton et de la carotte, qui a provoqué des tensions fortes entre les deux pays au cours des deux dernières années, semble avoir eu peu d'effets, bien qu'un certain optimisme ait été exprimé par les États-Unis lors des réunions de février. Le rapport de l'ONU démontre que les objectifs des pourparlers tenus depuis la réunion nord-américaine de juin 2018 à Singapour, à savoir la dénucléarisation de la péninsule en échange d'un engagement sérieux des États-Unis en matière de sécurité préservant la sécurité stratégique de Pyongyang, sont loin d'être atteints. Néanmoins, l'initiation d'un canal de communication présidentielle direct, jusque-là inexistant et régulier, a été mise en place avec succès, et c'est en soi un exploit à célébrer. La décision bilatérale et pragmatique pourrait même constituer une nouvelle occasion de consolider l'environnement stratégique, le président Trump envisageant d'inviter son homologue chinois Xi Jinping à une réunion après les pourparlers nord-américains avec la Corée du Nord. Cela donnerait l'occasion de mesurer dans quelle mesure la Chine, engagée dans un conflit commercial direct avec les États-Unis, serait disposée à exercer des pressions sur son allié nord-coréen, l'utilisant éventuellement comme un levier dans ses querelles avec les États-Unis.

Il semble que les Européens aient été marginalisés et, avec eux, leur politique favorable à la Chine, qui les avait conduits à saper indirectement les efforts américains dans la péninsule, jusqu'à ce qu'ils réalisent qu'ils pourraient également être visés par les efforts d'espionnage chinois. L'ordre du jour des discussions dans la péninsule se déroule principalement entre Pyongyang, la Chine et les États-Unis. Jusqu'à ce que l'affaire d'espionnage de Huawei (cf. Tribune n° 1072) prenne des proportions inattendues, la position des Européens avait montré un fort degré de distanciation par rapport aux efforts des États-Unis, afin de maintenir ce qu'ils espéraient être un canal de communication supérieur avec la Chine. Ce dernier était considéré comme un gage de sauvegarde d'une vision mondiale multipolaire, faisant pression pour contrebalancer l'hégémonie perçue des États-Unis. Cette vision a été entachée d'un certain degré d'antiaméricanisme à la suite des élections de Donald Trump et de la perception d'une dépendance excessive à l'égard des États-Unis sur le plan stratégique. La réunion de Hanoï (initialement prévu à Danang) démontre son échec : non seulement les États-Unis restent-ils le principal défenseur des intérêts occidentaux aux yeux des homologues nord-coréens et chinois, mais ces acteurs semblent préférer négocier en dehors d'un environnement multilatéral, remplaçant ainsi la vision libérale de l'Europe d'un monde multipolaire, libéré des considérations bismarckiennes. Ce faisant, non seulement les Européens n'ont pas compris les convergences stratégiques à l'œuvre entre l'Iran et la Corée du Nord, mais ils ont également surestimé leur capacité à être pris au

sérieux par ces deux homologues. Concomitamment avec l'organisation du Sommet de Danang qui les a laissés de côté, les Européens ont dû faire face à la colère des autorités iraniennes alors qu'ils tentaient de contourner les sanctions américaines, dans l'espoir de préserver leurs propres intérêts commerciaux et de maintenir l'Iran sous la pression du *JCPAO* (Plan d'action global commun).

La tentative échoua complètement et, au-dessus de cela, approfondit la divergence avec leurs alliés américains. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, avec le soutien de Federica Mogherini, responsable de la diplomatie de l'UE, qui, en réaction au retrait des États-Unis du *JCPAO* 2018, avaient décidé de mettre en place un mécanisme leur permettant de continuer à commercer avec l'Iran malgré les sanctions américaines, à savoir le soi-disant *Special Purpose Vehicle (SPV)*. Dès mai 2018, des experts du monde entier avaient exprimé des doutes sur la crédibilité des Européens à maintenir tout type de dialogue nucléaire sans impliquer les États-Unis ni, dans le cas présent, s'y opposer. L'espoir européen était également de garder un canal de négociation ouvert sur la question des programmes balistiques nucléaires et de prouver la position dure des États-Unis comme inutile et sans pertinence. Pour les Iraniens, pour qui le véritable défi consiste à influencer les États-Unis, l'approche européenne ne serait bénéfique que si elle offrait à la fois une occasion de saper la position internationale américaine et l'opportunité de continuer à commercer avec les pays occidentaux, en contournant les sanctions américaines. La tentative bien intentionnée de l'Europe, qui met en avant une approche néolibérale de la prévention des conflits, a abouti à un désastre total, les ridiculisant et les amenant à une impasse en ce qui concerne les négociations. Dans une récente déclaration publiée par les agences de presse iraniennes Fars et Tasnim le 4 février 2019, le juge suprême iranien a qualifié la proposition européenne d'« humiliation » : « après neuf mois de procrastination et de négociation, les Européens ont créé un mécanisme ayant peu de capacité... limité à la nourriture et aux médicaments ». De plus, des révélations récentes de janvier ont mis en lumière l'implication de l'Iran dans quatre complots terroristes dans l'Union européenne, laissant les dirigeants européens à la fois déconcertés et légitimement inquiets.

Ces dernières nouvelles, tout autant que les vagues de cyberattaques massives endurées en décembre par des organisations basées dans l'UE, pour lesquelles les principales suspicions concernent la Corée du Nord et la Chine, tendent à démontrer que la posture de *Soft Power*, à connotation anti-américaine, des Européens n'a eu comme effet que de les mettre en position de cible facile à frapper pour affaiblir ou influencer indirectement la position des États-Unis. Ce faisant, à la fois lors des négociations nucléaires balistiques avec l'Iran et la Corée du Nord, ils ont renforcé la convergence stratégique de ces pays avec celle de la Chine. À cet égard, les recommandations de la Chancelière allemande Angela Merkel au Président des États-Unis contre une approche « naïve » vis-à-vis de la Corée du Nord lors de la présente rencontre apparaissent plutôt ironiques



(cf. *Deutsche Welle*). Après tout, les dirigeants européens ont peut-être compris maintenant que les paradigmes idéalistes et libéraux postmodernes ne sont pas applicables dans les relations internationales quand ils ne sont pas partagés par leurs interlocuteurs. Néanmoins, lors de sa récente visite à Tokyo, la Chancelière allemande a de nouveau plaidé, pour le multilatéralisme, essayant donc d'appeler à un nouveau mélange de libéralisme et de réalisme en politique internationale. Son appel pourrait avoir peu d'impact suite aux rencontres de ces derniers jours au Vietnam.

27 février 2019

#### Éléments de bibliographie

- AFP, « Abe, Merkel laud free trade amid 'choppy waters' for multilateralism », *France 24*, 4 février 2019 ([www.france24.com/en/20190204-Abe-Merkel-Laud-Free-Trade-amid-Choppy-Waters-Multilateralism](http://www.france24.com/en/20190204-Abe-Merkel-Laud-Free-Trade-amid-Choppy-Waters-Multilateralism)).
- AFP, « North Korean foreign minister visits Iran as US sanctions take effect », *Times of Israel*, 7 août 2018 ([www.timesofisrael.com/North-Korean-Foreign-Minister-visits-Iran-As-US-sanctions-take-effect/](http://www.timesofisrael.com/North-Korean-Foreign-Minister-visits-Iran-As-US-sanctions-take-effect/)).
- « Germany and Japan: 'Multilateralism is alive and well' » [vidéo], *Deutsche Welle*, 5 février 2019 ([www.dw.com/en/germany-and-japan-multilateralism-is-alive-and-well/av-47361950](http://www.dw.com/en/germany-and-japan-multilateralism-is-alive-and-well/av-47361950)).
- « In Japan, Angela Merkel warns against handling North Korea naively », *Deutsche Welle*, 5 février 2019 ([www.dw.com/en/in-japan-angela-merkel-warns-against-handling-north-korea-naively/a-47360231](http://www.dw.com/en/in-japan-angela-merkel-warns-against-handling-north-korea-naively/a-47360231)).
- « Judiciary Chief: Iran Not to Accept Europe's Conditions on INSTEX », *Fars News Agency*, 4 février 2019 (<http://en.farsnews.com/newstext.aspx?NN=13971115001071>).
- GROSS Judah Ari, « In renegade North Korea, some see a potential precursor of nuclear Iran », *Times of Israel*, 30 août 2017 ([www.timesofisrael.com/in-nuclear-north-korea-a-potential-vision-of/](http://www.timesofisrael.com/in-nuclear-north-korea-a-potential-vision-of/)).
- NICHOLS Michelle et BRUNNSTORM David, « North Korea protecting nuclear missiles, U.N. monitors say, ahead of summit talks », *Reuters*, 5 février 2019 ([www.reuters.com/article/us-northkorea-sanctions-un-idUSKCN1PU03G](http://www.reuters.com/article/us-northkorea-sanctions-un-idUSKCN1PU03G)).
- SCMP reporters, « Xi Jinping and Donald Trump 'may meet in Da Nang, Vietnam' at the end of February », *South China Morning Post*, 4 février 2019 ([www.scmp.com/](http://www.scmp.com/)).
- SÉNAT DES ÉTATS-UNIS, « S. 2485 To provide for the immediate reinstatement of sanctions against Iran if Iran attempts to acquire nuclear weapons technology from North Korea », 114<sup>e</sup> Congrès, 2<sup>e</sup> session, 3 février 2016 ([www.congress.gov/bill/114th-congress/senate-bill/2485/text](http://www.congress.gov/bill/114th-congress/senate-bill/2485/text)).
- VIALA Bertrand, « European Maneuvers: Can the EU Protect its Firms from US Sanctions against Iran? », *Future for Advanced Research & Studies*, 24 mai 2018 (<https://futureuae.com/>).